

Les médecins promettent un durcissement du mouvement après "le succès" du 10 janvier

Fort de leur succès ce 10 janvier, médecins libéraux, étudiants et internes, soutenus entre autres par la FHP et une partie des hospitaliers, ont décliné l'invitation de la ministre de la Santé. Ils demandent à être reçus par le Premier ministre. Dans le même temps, près de 2 000 chirurgiens participent à "l'opération Bruxelles".



20 000 selon les organisateurs, 5 000 selon la préfecture de police. Les médecins étaient nombreux dans la rue ce 10 janvier dans le cadre de la manifestation parisienne. Depuis le 5 janvier, les médecins libéraux sont en grève à l'appel d'une intersyndicale regroupant pas moins de treize syndicats ou associations de praticiens, jeunes et futurs médecins, soutenus par une partie des hospitaliers et la Fédération de l'hospitalisation privée.

Dialogue tendu avec la ministre de la Santé

La journée du 10 janvier devait marquer un temps fort pour le mouvement : *"c'est un succès"*, indique à *Hospimedia* la présidente du syndicat Jeunes Médecins, la Dr Anna Boctor. Dès le matin, les syndicats accompagnés par la FHP ont tenu une conférence de presse pour rappeler le contexte du mouvement. Le diaporama de cette séance dresse la liste des revendications : reconnaissance de l'intangibilité du cadre conventionnel — souhait partagé avec la FHP — ; formation de médecins pour faire face aux besoins des patients ; préservation de la liberté et de l'indépendance de prescription ; accès aux innovations médicales par une valorisation adaptée des actes. La FHP souhaite en outre la reconnaissance des professionnels de santé du secteur privé avec une enveloppe pérenne de 140 millions d'euros ainsi que des tarifs hospitaliers *"au minimum de 1% et une aide aux établissements de santé privés en difficulté"*.

Plus largement, c'est *"un changement de méthode basé sur le dialogue, la confiance et l'efficacité"* qui est demandé. Pour ce faire, les médecins veulent désormais s'adresser directement

au Premier ministre. Après une lettre ouverte à leur attention (lire notre [article](#)) invitant au dialogue, la ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées a de nouveau tendu une main ce 8 janvier. Stéphanie Rist a adressé aux principaux syndicats du mouvement — médecins libéraux, internes et étudiants — un courrier proposant une entrevue en marge de la manifestation. Invitation refusée de concert par l'ensemble des structures. *"Comme vous le savez, tous les éléments de notre colère figurent dans des textes que les parlementaires ont voté ou s'apprêtent à le faire, et votre ministère sait depuis longtemps les points bloquants dont vous n'avez pas pu, ou su ou voulu, empêcher le vote"*, lui ont écrit les praticiens dans un autre courrier diffusé [en ligne](#). *"Nous avons demandé à être reçus par le Premier ministre, sans retour à ce jour"*, confirme Anna Boctor.

Un soutien infirmier

À la veille de la manifestation parisienne, le syndicat d'infirmiers libéraux Convergence infirmière a apporté *"son plein soutien"* au mouvement lancé par la médecine de ville. Dans un communiqué le 9 janvier, le syndicat affirme que les revendications des praticiens traduisent *"une fois de plus l'épuisement profond du système de santé et l'impasse des politiques actuelles"*. Il s'agit *"d'un même mécanisme, d'une même logique technocratique et d'une même dérive"*. Par conséquent, assure Convergence infirmière, les infirmiers libéraux, ne resteront pas spectateurs. *"Si rien n'évolue, les [infirmiers libéraux] enchaîneront derrière les médecins"*, promet le syndicat.

Un durcissement du mouvement

La mobilisation se poursuit donc, comme annoncé, cette semaine. Les syndicats prédisent même un *"durcissement du mouvement"*. Si le préavis des médecins généralistes s'arrêterait au 10 janvier — à l'exception de celui déposé par le syndicat Jeunes Médecins qui prévoit une grève illimitée — jusqu'au 14 janvier les médecins spécialistes et plateaux techniques lourds prennent le relais. *"Cette semaine, les spécialités hors médecine générale sont mobilisées. Je suis moi-même pédiatre et beaucoup de professionnels de mon entourage ont manifesté ou font grève pour la première fois de leur carrière. C'est une mobilisation très importante"*, souligne Anna Boctor. Ce 11 janvier, le coup d'envoi de *"l'opération Bruxelles"* lancée par Avenir spé-Le Bloc a également été donné. Pour mémoire, organisée du 11 au 14 janvier, cette opération consiste en un exil dans la capitale belge de chirurgiens, obstétriciens et anesthésistes-réanimateurs libéraux. Selon les syndicats, près de 2 000 praticiens ont pris la route de la Belgique.

L'Académie nationale de chirurgie se positionne

Face à la grève des chirurgiens, l'Académie nationale de chirurgie a diffusé ce 10 janvier son *"point de vue"*. Elle en appelle à une *"reprise rapide du dialogue"*. Elle se positionne en faveur du maintien d'un secteur à honoraires libres économiquement viable dans le public et le privé. Elle demande le soutien des deux exercices, ainsi que de leurs établissements *"pour permettre la délivrance de soins de qualité"*. Elle souhaite *"une prise en charge cohérente et transparente"* des compléments d'honoraires par les complémentaires santé. Enfin, l'académie demande des réformes structurelles pour le système social *"à la lumière des enjeux à venir"* que sont le vieillissement de la population et la baisse de la natalité.